

Avec toute ma reconnaissance, mon Général

J'apprend aujourd'hui, le décès du Général Pierre-Marie Gallois (1). Je ne l'avais croisé qu'une fois et il m'avait très gentiment dédicacé son livre « le Devoir de Vérité » (2002 éditions du cerf) ouvrage qui est devenu pour moi une référence incontournable. N'étant pas de ses proches, c'est en tant qu'admirateur que je souhaite lui rendre hommage et, il m'est apparu tout simplement que la meilleure manière de le faire était de perpétuer l'oeuvre de ce héros de la France en partageant avec vous un passage du livre cité plus haut, passage qui, pour son actualité et sa pertinence est aussi mon préféré :

« Adam Smith avait pressenti les déviations du libéralisme qu'il préconisait : « aucune économie de marché ne peut survivre au manque de souci des autres et à la limitation des appétits. » L'avertissement a été repris récemment par Alan Greenspan : « l'économie dépend de manière critique de la confiance. La falsification et la fraude détruisent le capitalisme et la liberté des marchés [...] et, plus généralement, les fondements de notre société » (le monde 18 juillet 2002 page 13).

Aussi, la question se pose-t-elle : « Les capitalistes peuvent-ils détruire le capitalisme ? Ou encore le capitalisme survivra-t-il aux capitalistes ? A la banque Morgan Stanley on estime qu' « aux Etats-Unis le culte des actions disparaît. Les 80 millions d'actionnaires états-uniens ont perdu leurs illusions, ils ont le sentiment d'avoir été trompés ».

« C'est un échec de la démocratie américaine », a écrit B. Barber dans le Herald Tribune (30 juillet 2002, page 9). « Le marché, élément fondamental selon R. Reagan et M. Thatcher, a créé le mythe du marché omnipotent. Le marché déréglementé est incapable de prévenir les crimes des entreprises... les consommateurs ne sont pas des citoyens et le marché ne peut

exercer une souveraineté démocratique... le 11 septembre personne ne s'est tourné vers Bill Gates pour qu'il exerce un leadership national !

Certes, ce n'est pas la première crise financière qui secoue Wall Street et dont le monde entier subit les répercussions. Mais la primauté de l'économie sur la politique a affaibli l'Etat, si bien qu'il n'est plus en mesure de remédier aux excès du libéralisme économique ainsi qu'il pouvait le faire lors des crises précédentes.

La globalisation de l'économie et la déréglementation, aggravées par les privatisations, sont responsables de l'actuel chaos financier, économique, moral. La globalisation a décidé de la quête du gigantisme des entreprises, qu'elles soient industrielles, commerciales ou bancaires et l'effondrement d'une seule d'entre elles est déjà une catastrophe financière et humaine. La déréglementation et l'effacement de l'Etat conduisent au « laisser-aller – laisser-faire » qui permet la vénalité et la fraude. Quant aux privatisations elles dégagent la responsabilité du pouvoir politique au profit de l'intérêt privé. Et celui-ci s'exerce de plus en plus sans contrôle. Ajoutons que les techniques de communication à distance contribuent au désordre par la rapidité, la multiplicité et la mondialisation de la spéculation financière qu'elles autorisent.

Les Etats-Unis entendaient étendre au reste du monde leur modèle économique. Le voici discrédité. Et ce, au moment où l'invulnérabilité que leur accordaient leur position géographique et leur puissance est mise en question.

Le « trop d'Etat » généralement récusé depuis quelques décennies, particulièrement en France, ne serait plus de circonstance. La gestion de l'entreprise privée s'est révélée bien plus discutable que celle des Etats (1). Sont profondément choquants les profits que s'attribuent les dirigeants indépendamment de la réussite ou de l'échec de leur gestion. La fonction publique au service de la collectivité s'exerce au moins aussi efficacement et à bien meilleur compte.

Inattendue est la situation créée par l'effondrement des marchés financiers. La dislocation de l'Union Soviétique et la répudiation quasi générale de l'économie planifiée telle qu'elle était pratiquée à Moscou n'avait laissé au monde qu'une option socio-économique : l'économie de marché, la libre entreprise, le libéralisme. Or, une décennie après son triomphe voici qu'à son tour le système libéral vacille. Par ses excès, il s'est autodétruit. Et simultanément aussi la tentative de gouvernance économique mondiale des Etats-Unis, ceux-ci agissant par l'intermédiaire des organismes internationaux qu'ils contrôlent et qui sont généralement mis en accusation.

Dans le même temps, en Europe, la social-démocratie, en réalité variante atténuée du libéralisme, n'a plus les faveurs de l'électorat alors qu'elle aurait dû bénéficier de l'échec du libéralisme. Grand est donc le désarroi. Restent, apparemment impavides, les dictatures et les régimes politico-confessionnels musulmans. Triste perspectives, du moins à court terme.

Un recours est envisagé : la guerre. Elle a souvent tiré d'embarras bien des gouvernements ».

1. En 1999, l'action d'AXA valait 119,4 euros. Le 24 juillet 2002, elle était cotée à 9,9 euros, de quoi réjouir l'actionnaire trop confiant. »

Pages 190 et 191 extraites du livre « Le Devoir de Vérité » du Général Pierre-Marie Gallois, 2002, éditions du cerf.

Adieu mon Général.

Francis Régnier

reconnaisant.

(1)

http://www.chevenement.fr/index.php?preaction=view_nl&nl=73145&id=3296592&idnl=73145